

## Table des matières

1	L'Ile-de-France veut rattraper son retard dans l'économie sociale et solidaire.....	1
2	Du chantier du siècle au recyclage, l'insertion peut faire recette .....	2
3	Gare du Nord : le colossal chantier de rénovation enfin sur les rails.....	2
4	Train, RER, métro, tram : ce qui change cette année dans vos transports .....	2
5	Le plateau de Saclay aura bien sa ligne du métro du Grand Paris .....	2
6	Impôts, dépenses, pouvoir d'achat...: le retour des vieilles lunes .....	3
7	Taxe d'habitation : les pistes pour mettre fin à l'imbroglia.....	3
8	Péages : pas de gel des tarifs, mais des réductions ciblées en vue .....	4
9	Les soldes d'hiver 2019 débutent dans un climat social et économique peu propice.....	4
10	"Gilets jaunes" : "On est prêt à participer à l'effort de guerre", assure le Medef .....	4
11	Licenciement abusif: les prud'hommes retoquent par trois fois le barème Macron .....	6
12	Patrick Bernasconi (Cese) : « Il faut éviter le piège d'une démocratie directe qui serait l'antichambre des extrêmes ».....	6
13	Européennes : le RN fait le choix de la jeunesse .....	6
14	::: INTERNATIONAL .....	7



::: ILE-DE-FRANCE

### 1 **L'Ile-de-France veut rattraper son retard dans l'économie sociale et solidaire**

La région réoriente vers les entreprises son action, qui reposait jusque-là sur les associations. Elle va favoriser l'intégration des entreprises sociales dans l'économie classique.

Le constat est dur. [L'économie sociale et solidaire](#) ou ESS ne représente que 7,7 % de l'emploi en Ile-de-France, très en deçà des 10 % observés au niveau national. Et même si l'Avise, l'agence d'ingénierie qui regroupe une petite vingtaine d'acteurs majeurs du secteur remonte ce score à 8,8 %, soit 405.600 emplois dans le privé, la région s'en contente d'autant moins que c'est dans les grandes villes, comme il y en a notamment en Ile-de-France, que les inégalités sont les plus fortes. C'est en partie ce phénomène - déjà observé dans les villes de l'Antiquité - qui explique que le taux de pauvreté atteint 15,4 % en région parisienne, contre 14,9 % au niveau national, selon les chiffres de la préfecture d'Ile-de-France. [LES ECHOS du 09/01](#)

→

## **L'Accélérateur veut doper les entreprises de l'ESS**

Le fonds Inco, HEC et Accenture ont constitué une structure pour accompagner la montée en charge des entreprises solidaires afin qu'elles puissent s'insérer dans l'écosystème des grands groupes. [Lire →](#)

## **2 Du chantier du siècle au recyclage, l'insertion peut faire recette**

Colère. « *Les entreprises exagèrent en disant qu'elles vont manquer de personnel pour construire le métro du Grand Paris et concrétiser les investissements qu'il va permettre de réaliser* », s'indigne un fin connaisseur des rouages du projet qualifié depuis une dizaine d'années de chantier du siècle. « *Les calendriers sont connus et fixés, rien n'empêche de former des gens dont on sait qu'on aura besoin d'eux à partir d'une date précise. Cela pourrait même s'appliquer à des détenus souhaitant se réinsérer en sortant de prison* », soutient cet expert qui a lui-même déjà fondé une entreprise d'insertion pour aider des jeunes des cités à trouver un travail.

Les clauses spécifiques préconisées depuis 2010 par la préfecture d'Ile-de-France ou la CCI de Paris-IDF dans [les contrats du Grand Paris](#) sont plus efficaces qu'il n'y paraît. Elles réservent 5 % des heures à effectuer sur les chantiers « *à des publics éloignés de l'emploi* ». La dizaine de conventions signées par la Société du Grand Paris (SGP), en charge de la construction du métro, s'est traduite par « *681 contrats d'insertion, dont 71 en formations qualifiantes en 2018*, souligne-t-on à la SGP. *Sur la ligne 15 Sud, cela représente 579 personnes en insertion depuis le début des travaux.* » La RATP, de son côté, évoque 700.000 heures d'insertion pour [la quarantaine de marchés passés pour les prolongements, au nord et au sud de sa ligne 14](#), qui sera intégrée au réseau de métros du Grand Paris. [Lire →](#)

## **3 Gare du Nord : le colossal chantier de rénovation enfin sur les rails**

La nouvelle société d'économie mixte créée par Ceetrus et Gares & Connexions sera créée d'ici à trois semaines. Près de 600 millions d'euros de travaux sont prévus pour moderniser la première gare d'Europe dans la perspective des JO. [Lire →](#)

## **4 Train, RER, métro, tram : ce qui change cette année dans vos transports**

Arrivée de nouveaux trains, prolongement de lignes de tramway, mais aussi multiplication des travaux : les projets sont nombreux en 2019 sur les rails en Ile-de-France. [LE PARISIEN du 08/01 →](#)

## **5 Le plateau de Saclay aura bien sa ligne du métro du Grand Paris**

Le premier tronçon de la ligne 18 entre la Gare de Massy-Palaiseau et le CEA de Saint-Aubin sera mis en service en 2026. Une convention foncière est sur le point d'être signée. Des appels d'offres seront lancés à la fin du premier trimestre.

Réunissant grandes écoles, universités, entreprises, recherche, start-up et logements, le projet de cluster scientifique du plateau de Saclay, au sud-ouest de Paris, entre clairement dans sa phase de réalisation et, avec lui, la ligne 18 du futur métro de rocade de la région parisienne, entre l'aéroport d'Orly et Versailles.

C'est le message que tient à faire passer le gouvernement auprès des investisseurs internationaux et des élus locaux.

Une convention foncière, en cours de signature, entre l'Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay, la Société du Grand Paris qui construit le métro, la Région Ile-de-France, la communauté d'agglomération de Paris-Saclay et la préfecture de région va permettre les transferts des terrains nécessaires. Sans attendre la cérémonie officielle, prévue ce mardi matin, qui a dû être décalée pour des questions d'agenda.

« *Toutes les dispositions sont engagées pour permettre de réaliser dès 2026 la mise en service de la ligne 18 entre la gare de Massy-Palaiseau et la station CEA Saint-Aubin de la ligne 18* », explique aux « Echos » le préfet de la Région Ile-de France, Michel Cadot. Le tronçon reliant la gare de Massy à l'aéroport d'Orly ouvrira, lui, en 2027. Et pour bien marquer le caractère irréversible de la construction de cette ligne 18 qui cristallise toujours l'opposition d'associations et de certains élus locaux, Michel Cadot annonce que la Société du Grand Paris finalise actuellement les appels d'offres pour la commande du matériel roulant de cette ligne et les travaux d'infrastructures. Ils devraient être lancés à la fin du premier trimestre. [LES ECHOS du 08/01](#)

→

::: ECONOMIE

## **6 Impôts, dépenses, pouvoir d'achat...: le retour des vieilles lunes**

La France a beau être championne de la dépense publique et des prélèvements obligatoires, le gouvernement, sous la pression, espère sortir de la crise des Gilets jaunes avec encore plus de dépenses et d'impôts.

L'Elysée a confirmé mardi que la suppression de la taxe d'habitation pour les 20 % des ménages les plus aisés sera bien « sur la table » lors du grand débat national, qui s'ouvre la semaine prochaine. « Si les Français nous disent qu'ils n'en veulent pas, nous sommes prêts à étudier le sujet », a insisté la présidence, après que Bruno Le Maire a indiqué vouloir « aller au bout de la suppression de la taxe d'habitation ». C'est le retour du zigzag fiscal. Une vieille lune française... Parmi tant d'autres. [L'OPINION du 09/01](#) →

### **Six absurdités antiéconomiques qui plombent la France**

Stigmatisation des riches, anathème sur les entreprises, recours systématique à l'Etat-providence, dénonciation de l'ultra-libéralisme... Avec la crise des Gilets jaunes, les vieilles passions tristes resurgissent.

[Lire](#) →

## **7 Taxe d'habitation : les pistes pour mettre fin à l'imbroglia**

En exonérant 80 % de ménages de taxe d'habitation, Emmanuel Macron a déclenché un engrenage fiscal dont le gouvernement peine à sortir. Plusieurs scénarios sont sur la table. [LES ECHOS du 09/01](#) →

::: ENTREPRISES

## **8 Péages : pas de gel des tarifs, mais des réductions ciblées en vue**

Le gouvernement a demandé aux concessionnaires autoroutiers de formuler d'ici au début de la semaine prochaine des « propositions » pour « prendre en compte les attentes des Français en termes de pouvoir d'achat », mais les automobilistes ne doivent pas s'attendre à des mesures spectaculaires.

Un gel de l'augmentation des tarifs, qui doit intervenir comme chaque année le 1<sup>er</sup> février, n'est en particulier pas à l'ordre du jour. La hausse moyenne prévue pour 2019 est de 1,8 %, a confirmé mardi lors d'une rencontre avec des journalistes une porte-parole de Sanef, l'une des trois principales sociétés concessionnaires françaises. Et les entreprises concernées, contrats à l'appui, n'entendent pas y renoncer.

LES ECHOS du 09/01 →

## **9 Les soldes d'hiver 2019 débutent dans un climat social et économique peu propice**

Les commerçants ne semblent pas très optimistes pour les soldes d'hiver qui débutent mercredi 9 janvier et durent jusqu'au 19 février. Ce temps censé fort du commerce, où les magasins sont autorisés à vendre à perte, ne devrait pas compenser le ralentissement année après année de la consommation, notamment textile, ni rattraper le manque à gagner de la fin d'année dû aux rassemblements des « gilets jaunes ».

« Au mieux, les soldes seront du même cru qu'en 2017 où la baisse était entre 4 % et 8 % selon les commerces par rapport à janvier 2016 », lance Eric Mertz, président de la Fédération nationale de l'habillement (FNH), qui regroupe 35 000 entreprises, dont 93 % ont moins de onze salariés. « Ce mouvement des "gilets jaunes", qui met en évidence la fracture territoriale, a créé dans l'esprit de la population un sentiment de peur et de culpabilité à trop consommer », poursuit-il, précisant que les entreprises de sa fédération ont enregistré « une baisse de chiffre d'affaires d'environ 20 % en décembre 2018, par rapport au même mois de 2017 ». LE MONDE du 09/01 →

## **900 emplois en danger chez le papetier Sequana**

Le groupe français va demander le placement en redressement judiciaire de deux activités d'Arjowiggins. Trois sites industriels sont concernés. LES ECHOS du 08/01 →

## **☐ SOCIAL**

## **10 "Gilets jaunes" : "On est prêt à participer à l'effort de guerre", assure le Medef**

**INVITÉ RTL** - Le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux assure cependant qu'il n'y a "pas de cagnotte cachée" dans les entreprises.

Au départ, c'est une colère d'automobilistes et fiscale". Geoffroy Roux de Bézieux a tenu à rappeler qu'au commencement chez les "gilets jaunes", il y avait aussi des petits patrons. "Ils sont aussi victimes de cette colère fiscale. Au début, avant que le mouvement dégénère, il y avait des petits patrons sur les ronds-points", indique-t-il.

Invité à l'antenne de RTL ce mercredi 9 janvier, le président du **Medef** assure : "On est prêt à participer à l'effort de guerre. On va essayer de verser cette fameuse prime exceptionnelle. En 2011, 10% des entreprises l'ont versée. J'espère que ce sera plus maintenant". Et d'ajouter : "Il n'y a pas de cagnotte cachée. Si les entreprises avaient de excédents de marge et de la trésorerie, elles l'auraient partagée".

Le président du Medef explique que c'est "la France qui répartie le mieux les richesses entre salaire, investissement et rémunération du capital. La vraie différence avec le reste, c'est le poids de l'État et des impôts. Celui qui a pris le plus de l'augmentation des marges des entreprises, ce n'est pas l'investissement, ce n'est pas les dividendes, ce ne sont pas les salaires nets, bruts et les impôts". [REPLAY du 09/01 →](#)

## Assurance-chômage : ce que propose le patronat pour éviter un clash

Ca passe ou ça casse. Réaffirmée par Emmanuel Macron lors de ses vœux du Nouvel An, [la réforme de l'assurance-chômage](#) aborde un moment crucial. Syndicats et patronat se retrouvent ce mercredi pour leur sixième [séance de négociation](#) avec à l'ordre du jour le sujet qui les oppose le plus : la régulation des contrats courts. « On saura d'ici à mi-janvier si un accord est possible ou non », confirme un des négociateurs côté syndicats.

Après un premier tour de chauffe consacré à la gouvernance de l'Unédic, aux obligations de Pôle emploi puis [aux intermittents du spectacle](#), les partenaires sociaux se sont quittés avant Noël passablement divisés sur la question des économies à trouver dans les dépenses du régime d'assurance-chômage. [LES ECHOS du 09/01 →](#)

## Comment Pôle emploi propose d'améliorer ses services

L'opérateur public a répondu aux demandes des partenaires sociaux dans le cadre de la négociation de sa convention d'objectifs 2019-2021. Il met en avant la question des effectifs. [Lire →](#)

## Les fortes réserves de Pôle emploi face aux demandes des partenaires sociaux

Syndicats et patronat veulent que l'opérateur public renforce son appui à tous les chômeurs. L'opérateur public oppose son manque d'effectifs. [Lire →](#)

## Contrats courts : un accord signé dans les travaux publics

La fédération nationale des Travaux publics (FNTP) a déposé ce mardi un accord sur la limitation des contrats de courte durée. Seule une poignée de branches professionnelles ont à ce jour des accords sur le sujet à leur actif. [Lire →](#)

## A peine six accords de branche signés pour encadrer les contrats courts

Le patronat comptait beaucoup sur ces négociations sectorielles pour arguer de l'inefficacité économique d'un bonus-malus de cotisation.

Patronat et syndicats se retrouvent mercredi pour une nouvelle séance de négociation sur l'indemnisation du chômage. Le sujet des contrats courts, particulièrement épineux, est à l'agenda.

Emmanuel Macron leur avait donné du temps. Les branches professionnelles ont eu plusieurs mois pour trouver des accords afin d'encadrer [les contrats courts](#) et de limiter leur utilisation. Sans quoi le président de la République menaçait de dégainer le fameux bonus-malus sur les cotisations chômage, bête noire du patronat. La promesse était inscrite dans son programme de campagne.

Selon nos informations, au 31 décembre 2018, à peine six branches ont acté des compromis entre fédérations patronales et syndicales pour limiter l'utilisation de ces CDD qui souvent pèsent lourd sur les comptes de l'assurance chômage (entre 4 et 8 milliards d'euros par an). Ces branches professionnelles sont très diverses, puisqu'il s'agit de la métallurgie, de la propreté, du commerce et de la distribution, des travaux publics, de l'import-export et des domaines skiabiles. Ces six branches - qui représentent au total 3 millions de salariés sur les 20 millions que compte le secteur privé- figurent parmi les 350 branches de l'Hexagone, dont certaines sont toutefois inactives ou ne comptent que quelques dizaines de salariés. [L'OPINION du 09/01 →](#)

## **11 Licenciement abusif: les prud'hommes retoquent par trois fois le barème Macron**

C'est un nouveau coup porté aux [ordonnances Pénicaud réformant le Code du travail](#) par les conseillers prud'hommes, ces « citoyens juges » non professionnels qui tranchent en première instance des litiges entre salariés et employeurs. [Les conseils de prud'hommes d'Amiens](#) et de Lyon ont en effet décidé, coup sur coup, de s'affranchir du plafonnement des dommages et intérêts que les salariés peuvent réclamer en cas de licenciement abusif dans des décisions rendues les 19 et 21 décembre. Un premier jugement en ce sens avait été pris quelques jours plus tôt, le 13 décembre, par leurs homologues à Troyes. [LE FIGARO du 08/01](#)

→

## **12 Patrick Bernasconi (Cese) : « Il faut éviter le piège d'une démocratie directe qui serait l'antichambre des extrêmes »**

Pour répondre à [la crise des « gilets jaunes »](#), le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a lancé une consultation mi-décembre sur six thématiques : inégalités sociales, justice fiscale, inégalités territoriales, pouvoir d'achat, participation des citoyens et transition écologique. Son président, Patrick Bernasconi, en tire un premier bilan dans une interview aux « Echos ». [INTERVIEW dans LES ECHOS du 08/01](#) →

### **L'exécutif veut éviter que le grand débat tourne au défilé**

Réuni en séminaire ce mercredi, le gouvernement doit définir l'organisation d'une consultation inédite dans notre pays. Une chose est sûre : à défaut de savoir exactement ce que seront ces débats, l'exécutif sait déjà ce dont il ne veut pas. [LE FIGARO du 09/01](#) →

### **Réunions, thèmes, kits, animation... dans les coulisses d'une consultation inédite**

Répondre aux attentes des Français et les associer « plus directement » à l'élaboration des politiques publiques du pays. L'ambition générale du grand débat avait été formulée en ces termes après le Conseil des ministres du 12 décembre 2018. Édouard Philippe avait alors confié à la Commission nationale du débat public (CNDP) et à sa présidente Chantal Jouanno, le soin de coordonner les opérations. Elle a finalement [jeté l'éponge ce mardi soir](#). Le débat devrait durer deux mois, du 15 janvier au 15 mars. [Lire](#) →

## **Nicolas Dupont-Aignan (DLF): « Je suis un concurrent, pas un adversaire de Marine Le Pen »**

Le président de Debout la France débute sa campagne mercredi par un tour de France en caravane. Valorisation des territoires, pari sur le « sérieux », séduction de l'électorat LR... Il expose à l'Opinion sa stratégie pour les européennes. [INTERVIEW dans L'OPINION du 08/01](#) →

## **13 Européennes : le RN fait le choix de la jeunesse**

Jordan Bardella, âgé de 23 ans, a été nommé tête de la liste du Rassemblement national aux élections européennes de mai. L'enjeu pour le parti sera de terminer premier, même en cas de listes concurrentes conduites par des « gilets jaunes ». [LES ECHOS du 08/01](#) →



## 14 **INTERNATIONAL**

### **Brexit : le cri d'alarme du Medef**

A 80 jours du Brexit, "il y a de quoi être inquiet" sur l'état de préparation des entreprises françaises, avoue Frédéric Sanchez, président du Medef International. D'après les remontées de terrain vers l'organisation patronale, "un tiers des entreprises sont préparées au Brexit, un tiers absolument pas, et ne regardent même pas le sujet, et un tiers sont conscientes que ça peut poser problème, mais font le pari que le hard Brexit (sans accord) n'aura pas lieu". [LE PROGRES du 09/01](#) →

### **« Shutdown » : Donald Trump inflexible sur son mur**

Pour ceux qui espéraient que l'auteur de *L'Art du deal*, qui se vante d'être un as de la négociation, allait sortir de son chapeau un plan pour mettre un terme à la paralysie du gouvernement qui dure depuis près de trois semaines, c'est la déception. [Lors de son allocution à la nation, Donald Trump](#) n'a rien proposé de neuf pour mettre fin à l'impasse budgétaire. [LE POINT du 09/01](#) →

### **Guerre commerciale : Washington et Pékin reprennent les pourparlers**

Une délégation américaine est arrivée pour deux jours à Pékin. Des rencontres de haut niveau pourraient avoir lieu dans les prochaines semaines. [LES ECHOS du 08/01](#) →

### **En visite en Chine, Kim Jong-un joue Pékin contre Washington**

Passé maître au jeu du poker nucléaire, le leader nord-coréen est à Pékin pour chercher un appui. [LE FIGARO du 09/01](#) →

Vous souhaitant une bonne journée.

Cordialement,

**Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

MEDEF Ile-de-France

251 boulevardd Pereire

75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)



Mouvement des Entreprises de France  
MEDEF Ile-de-France

